CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 58.685/2
du 13 janvier 2016

sur

un avant-projet de loi 'transposant la Directive 2014/49 UE relative aux systèmes de garantie des dépôts et portant des dispositions diverses'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 58.685/2
van 13 januari 2016

over

een voorontwerp van wet 'tot omzetting van richtlijn 2014/49/EU inzake depositogarantiestelsels en houdende diverse bepalingen'

‡LW-CIBQMBHEG-FIGIFMW‡

Le 15 décembre 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'transposant la Directive 2014/49 UE relative aux systèmes de garantie des dépôts et portant des dispositions diverses'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 13 janvier 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 janvier 2016.

*

Op 15 december 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot omzetting van richtlijn 2014/49/EU inzake depositogarantiestelsels en houdende diverse bepalingen'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 13 januari 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Yves DE CORDT en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 januari 2016.

*

‡LW-CIBQMBHEG-FIGIFMW‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

DISPOSITIF

Article 1er

C'est désormais l'article 74 de la Constitution qu'il convient de mentionner, et non l'article 78.

Article 5

1. La phrase liminaire du 3° doit être rédigée comme suit :

« L'alinéa 1er est complété par les phrases suivantes : ».

2. Au 4°, à l'alinéa 4 en projet, il y a lieu, dans la version française, d'écrire « établies ».

3. Au 5°, il y a lieu de préciser que, selon l'article 4, paragraphe 10, alinéa 2, de la directive 2014/49/UE du 16 avril 2014 du Parlement européen et du Conseil 'relative aux systèmes de garantie des dépôts' (ci-après : la directive), le premier des tests en question doit avoir lieu au plus tard le 3 juillet 2017.

Article 6

1. Au 1° de la version française, il y a lieu d'écrire, conformément à l'article 4, paragraphe 10, de la directive, « dans les meilleurs délais » plutôt que « dès que possible ».

2. Au 4°, conformément à l'article 8, paragraphes 3 et 5, de la directive, l'habilitation prévue à la deuxième phrase de l'alinéa 3 en projet doit faire apparaître l'objet des dérogations envisagées.

‡LW-CIBQMBHEG-FIGIFMW‡

Article 9

À l'alinéa 2 en projet, il convient d'écrire « à l'alinéa 1er » plutôt qu'« au paragraphe 1er ».

Article 11

Dans la phrase liminaire de l'article 419 en projet, le début de la période portant sur le délai de remboursement visé à l'article 381, alinéa 3, est fixé en fonction de « la date d'entrée en vigueur de la loi qui insère les articles 419/1 et 419/2 » dans la loi du 25 avril 2014. Cette loi insérant les articles 419/1 et 419/2 dans la loi du 25 avril 2014 est celle dont l'avant-projet fait l'objet du présent avis. Or, en vertu de l'article 32 de l'avant-projet, les dates d'entrée en vigueur de ces articles 419/1 et 419/2 ne coïncideront pas.

Le texte en projet doit être revu de manière à fixer de façon certaine la date de prise de cours de la période envisagée par l'article 419 en projet.

Article 14

Il y a lieu de préciser que l'intitulé de l'arrêté royal du 14 novembre 2008 'portant exécution de la loi du 15 octobre 2008 portant des mesures visant à promouvoir la stabilité financière et instituant en particulier une garantie d'État relative aux crédits octroyés et autres opérations effectuées dans le cadre de la stabilité financière, en ce qui concerne la protection des dépôts, des assurances sur la vie et du capital de sociétés coopératives agréées, et modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers' a déjà été remplacé par l'arrêté royal du 10 octobre 2011.

Article 15

Il y a lieu de préciser que l'intitulé du chapitre 1er de l'arrêté royal du 14 novembre 2008 a lui aussi été modifié par l'arrêté royal du 10 octobre 2011.

Article 17

Il y a lieu de préciser que l'article 2/1 de l'arrêté royal du 14 novembre 2008 y a été inséré par la loi du 29 décembre 2010.

Article 18

Il y a lieu de préciser que l'article 3 de l'arrêté royal du 14 novembre 2008 a été modifié par celui du 10 octobre 2011.

‡LW-CIBQMBHEG-FIGIFMW‡

Articles 19 et 20

Il convient également de mentionner dans les articles 19 et 20 les modifications précédemment apportées aux dispositions qu'ils ont pour objet de modifier à nouveau.

Article 20

Au 1°, mieux vaudrait préciser dans la disposition en projet « visé à l'article 380, alinéa 1er, ».

Article 21

1. Au début du 1°, il y a lieu de remplacer dans la version française les mots « les dispositions sous 1° et 2° sont modifiées comme suit » par les mots « les 1° et 2° sont remplacés par ce qui suit » [1].

Quant au texte « 2) Le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit : », il doit être remplacé par le texte suivant : « 2° l'alinéa 3, modifié par l'arrêté royal du 10 octobre 2011, est remplacé par ce qui suit : ».

2. L'habilitation prévue à l'alinéa 3 en projet au 2° semble trop étendue si elle porte sur d'autres avoirs que les dépôts couverts par la directive transposée, contrairement à ce que suggère le commentaire de cet alinéa dans l'exposé des motifs :

> « La Directive a harmonisé les catégories de dépôts et déposants à protéger. Il n'y a que des protections obligatoires et des exclusions obligatoires. Il est donné pouvoir au Roi de définir celles-ci afin de présenter aux consommateurs une situation claire et complète ».

Le dispositif de l'alinéa 3 en projet doit être précisé en conséquence.

Article 22

Dans l'article 5/1, alinéa 2 en projet, il y a lieu d'écrire « d'un autre État membre de l'Espace économique européen ».

Article 23

1. Il y a lieu de mentionner les modifications précédemment apportées aux dispositions que cet article a pour objet de modifier à nouveau.

2. L'article 6, § 1er, alinéa 1er, en projet appelle deux observations.

[1] *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires* (www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative »), formule F 4-2-6-1.

‡LW-CIBQMBHEG-FIGIFMW‡

Tout d'abord cette disposition fixe le montant maximum d'intervention du Fonds de garantie « en cas de défaillance d'une institution visée à l'article 4, § 1er » en se référant au montant fixé à l'article 382 de la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit', tel que modifié par le présent avant-projet. Selon le commentaire de l'article,

> « il a paru nécessaire, en ce qui concerne le secteur bancaire, de se référer à l'article 6, § 1er, à la loi bancaire dans laquelle est inscrit sous l'article 382 le montant de la couverture maximale ».

L'article 4, § 1er, de l'arrêté royal du 14 novembre 2008 précité, tel que modifié par l'article 20 de l'avant-projet, concerne toutefois non seulement les établissements de crédit mentionnés à l'article 380, alinéa 1er, de la loi du 25 avril 2014 précitée (article 4, § 1er, 1°) mais également « les entreprises d'investissement visées à l'article 112 de la loi du 6 avril 1995 relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement » (article 4, § 1er, 2°), ainsi que « les sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, visées à la partie III de la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, pour autant qu'elles assurent le service d'investissement de gestion individuelle de portefeuilles » (article 4, § 1er, 4°).

Or ces entreprises d'investissement et ces sociétés de gestion ne sont pas des entreprises du secteur bancaire, de sorte que l'article 382 de la loi du 25 avril 2014 ne leur est pas applicable.

Ensuite, les mots « en cas de défaillance d'une institution » ne tiennent pas compte de ce que, en ce qui concerne les établissements soumis à la loi du 25 avril 2014, l'article 381, tel que modifié par l'article 6 de l'avant-projet, ne fait plus référence à la notion de « défaillance » [2] comme élément déclencheur de l'intervention du fonds de garantie mais prévoit que celle-ci a lieu, outre les cas où la faillite est prononcée, en cas de constat « que, pour des raisons liées directement à sa situation financière, un établissement de crédit de droit belge n'apparait pas en mesure de restituer les dépôts et que l'établissement n'a pas de perspective rapprochée qu'il puisse le faire ».

Mieux vaudrait dès lors distinguer, sous deux alinéas distincts, le cas des institutions visées sous l'article 4, § 1er, 1°, sans se référer à la notion de « défaillance », et celui des institutions visées sous l'article 4, § 1er, 2° et 4°, en prévoyant pour ces institutions le plafond des interventions du Fonds de garantie, sans se référer à l'article 382 de la loi du 25 avril 2014.

3. Par ailleurs, l'article 6, § 1er, en projet a pour effet de supprimer la règle d'indexation qui fait l'objet de l'article 6, § 1er, alinéa 2, actuel. Selon le commentaire de l'article, « la possibilité d'adapter par un arrêté royal ce montant à l'inflation européenne a été transférée de cet arrêté vers la loi bancaire ». Ce « transfert » a toutefois pour effet que cette indexation du plafond de 100.000 euros ne s'appliquera plus aux interventions du fonds en cas de défaillance

[2] Comme l'indique le commentaire de l'article 6 en projet, « au vu de la terminologie utilisée dans la directive ('dépôts indisponibles'), il est indiqué de ne plus utiliser le terme de 'défaillance' dans le contexte du système de garantie des dépôts. Ce terme peut en outre générer une confusion avec la terminologie utilisée dans le cadre de la résolution d'établissement de crédit, et en particulier avec l'article 244, § 2, de la loi bancaire ».

‡LW-CIBQMBHEG-FIGIFMW‡

des entreprises et sociétés autres que les établissements de crédit. Il appartient à l'auteur de l'avant-projet d'apprécier si telle est bien son intention.

Article 24

Il y a lieu de préciser que l'article 3 de l'arrêté royal du 14 novembre 2008 a été remplacé par la loi du 23 décembre 2009 et modifié par l'arrêté royal du 10 octobre 2011.

Article 25

1. Il y a lieu de mentionner les modifications précédemment apportées aux dispositions que cet article a pour objet de modifier à nouveau.

2. Il n'est pas correct d'écrire, à la fin du premier alinéa du 1°*ter* en projet au 4°, « de cet arrêté », puisqu'il ne peut s'agir de l'arrêté royal du 14 novembre 2008 dans lequel cette disposition est destinée à s'insérer. Mieux vaudrait du reste que la loi détermine elle-même la date à laquelle se réfère son texte, plutôt que de renvoyer à l'entrée en vigueur d'un arrêté, quel qu'il soit.

3. La dérogation prévue par le 1°*quater* en projet au 5° doit mentionner l'alinéa 2 – et non l'alinéa 3 – du 1°*ter*.

Article 26

Il y a lieu de préciser que l'article 8/1 de l'arrêté royal du 14 novembre 2008 y a été inséré par la loi du 23 décembre 2009 et a ensuite été modifié par l'arrêté royal du 10 octobre 2011.

Articles 27 et 28

Il y a lieu de mentionner les modifications précédemment apportées aux dispositions que ces articles ont pour objet de modifier à nouveau.

Article 31

Outre qu'il convient de mentionner les modifications précédemment apportées à l'article 45, § 1er, 3°, de la loi du 2 août 2002 'relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers', l'ajout en projet doit être rédigé comme suit :

« j. du respect de l'article 383 de la loi du 25 avril 2014 ».

*

‡LW-CIBQMBHEG-FIGIFMW‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 1

Voortaan dient te worden verwezen naar artikel 74 in plaats van artikel 78 van de Grondwet.

Artikel 5

1. De inleidende zin van onderdeel 3° moet worden gesteld als volgt:

"het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zinnen:".

2. In de Franse tekst van onderdeel 4°, in het ontworpen vierde lid, schrijve men "établies".

3. In onderdeel 5° moet worden gepreciseerd dat luidens artikel 4, lid 10, tweede alinea, van richtlijn 2014/49/EU van 16 april 2014 van het Europees Parlement en de Raad 'inzake de depositogarantiestelsels' (hierna: de richtlijn), de eerste van de tests in kwestie uiterlijk op 3 juli 2017 moet plaats vinden.

Artikel 6

1. In onderdeel 1° van de Franse tekst schrijve men, overeenkomstig artikel 4, lid 10 van de richtlijn, "dans les meilleurs délais" in plaats van "dès que possible".

2. In onderdeel 4° moeten, overeenkomstig artikel 8, lid 3 en lid 5, van de richtlijn, in de machtiging vervat in de tweede zin van het ontworpen derde lid, het onderwerp van de beoogde afwijkingen worden opgenomen.

‡LW-CIBQMBHEG-FIGIFMW‡

Artikel 9

In het ontworpen tweede lid schrijve men "in het eerste lid" in plaats van "in de eerste paragraaf".

Artikel 11

In de inleidende zin van het ontworpen artikel 419 wordt het begin van de periode met betrekking tot de terugbetalingstermijn bepaald in artikel 381, derde lid, vastgesteld uitgaande van de "de datum van inwerkingtreding van de bepalingen die de artikelen 419/1 419/2 invoegen" in de wet van 25 april 2014. De wet waarbij de artikelen 419/1 en 419/2 worden ingevoegd in de wet van 25 april 2014, is die over het voorontwerp waarvan dit advies wordt gegeven. Krachtens artikel 32 van het voorontwerp zullen de data van inwerkingtreding van die artikelen 419/1 en 419/2 evenwel niet samenvallen.

De ontworpen tekst dient aldus te worden herzien dat daarin ondubbelzinnig de datum wordt bepaald waarop de periode ingaat die in het ontworpen artikel 419 wordt beoogd.

Artikel 14

Er dient te worden gepreciseerd dat het opschrift van het koninklijk besluit van 14 november 2008 'tot uitvoering van de wet van 15 oktober 2008 houdende maatregelen ter bevordering van de financiële stabiliteit en inzonderheid tot instelling van een staatsgarantie voor verstrekte kredieten en andere verrichtingen in het kader van de financiële stabiliteit, voor wat betreft de bescherming van de deposito's, de levensverzekeringen en het kapitaal van erkende coöperatieve vennootschappen, en tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten', al is vervangen bij het koninklijk besluit van 10 oktober 2011.

Artikel 15

Er dient te worden gepreciseerd dat het opschrift van hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 14 november 2008 eveneens is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 oktober 2011.

Artikel 17

Er moet nader worden aangegeven dat artikel 2/1 van het koninklijk besluit van 14 november 2008 daarin is ingevoegd bij de wet van 29 december 2010.

‡LW-CIBQMBHEG-FIGIFMW‡

Artikel 18

Er moet nader worden aangegeven dat artikel 3 van het koninklijk besluit van 14 november 2008 is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 oktober 2011.

Artikelen 19 en 20

In de artikelen 19 en 20 behoren eveneens de wijzigingen te worden vermeld die vroeger zijn aangebracht in de bepalingen die bij deze artikelen andermaal worden gewijzigd.

Artikel 20

In onderdeel 1° schrijve men in de ontworpen bepaling preciezer "bedoeld in artikel 380, eerste lid,".

Artikel 21

1. Aan het begin van de Franse tekst van onderdeel 1° dienen de woorden "les dispositions sous 1° et 2° sont modifiées comme suit" te worden vervangen door de woorden "les 1° et 2° sont remplacés par ce qui suit".[1]

De tekst "2) Het laatste lid wordt vervangen als volgt: "behoort te worden vervangen door de volgende tekst: "2° het derde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 oktober 2011, wordt vervangen als volgt:".

2. In onderdeel 2° lijkt de machtiging vervat in het ontworpen derde lid veel te ruim als ze betrekking heeft op andere tegoeden dan de deposito's die door de omgezette richtlijn worden gedekt, in tegenstelling tot wat in de memorie van toelichting wordt gesuggereerd bij de bespreking van dat lid:

> "De Richtlijn heeft de categorieën van deposito's en van deposanten geharmoniseerd. Er zijn dus enkel nog verplichte dekkingen en verplichte uitsluitingen. Aan de Koning wordt de bevoegdheid gegeven deze vast te leggen ten einde de verbruikers een klaar en volledig beeld te geven".

Het dispositief van het ontworpen derde lid moet dienovereenkomstig worden verduidelijkt.

Artikel 22

In het ontworpen artikel 5/1, tweede lid 2, schrijve men "van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte".

[1] *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad "Wetgevingstechniek", formule F 4-2-6-1.

‡LW-CIBQMBHEG-FIGIFMW‡

Artikel 23

1. Er dient melding te worden gemaakt van de wijzigingen die vroeger zijn aangebracht in de bepalingen die bij dit artikel andermaal worden gewijzigd.

2. Het ontworpen artikel 6, § 1, eerste lid, geeft aanleiding tot twee opmerkingen.

Vooreerst wordt in deze bepaling het maximumbedrag van de tegemoetkoming van het Garantiefonds "[i]n geval van deficiëntie van een instelling bedoeld in artikel 4, § 1" vastgesteld met verwijzing naar het bedrag vastgelegd in artikel 382 van de wet van 25 april 2014 'op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen', zoals gewijzigd bij het onderhavige voorontwerp. In de commentaar bij het artikel staat daarover het volgende:

> "[…] [het is] nodig gebleken, voor wat de bancaire sector betreft, te verwijzen in artikel 6, § 1 naar de Bankwet waar het bedrag van de maximum bescherming staat ingeschreven onder artikel 382."

Artikel 4, § 1, van het voornoemde koninklijk besluit van 14 november 2008, zoals gewijzigd bij artikel 20 van het voorontwerp, betreft evenwel niet enkel de kredietinstellingen vermeld in artikel 380, eerste lid, van de voornoemde wet van 25 april 2014 (artikel 4, § 1, 1°) maar eveneens "de beleggingsondernemingen bedoeld in artikel 112 van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen" (artikel 4, § 1, 2°), alsook "de beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging, bedoeld in deel III van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles, voor zover zij de beleggingsdienst van individueel portefeuillebeheer uitvoeren" (artikel 4, § 1, 4°).

Die beleggingsondernemingen en die beheervennootschappen zijn evenwel geen ondernemingen die behoren tot de banksector, zodat artikel 382 van de wet van 25 april 2014 daarop niet van toepassing is.

Voorts houden de woorden "[i]n geval van deficiëntie van een instelling" geen rekening met het feit dat, wat betreft de instellingen die vallen onder de wet van 25 april 2014, artikel 381, zoals gewijzigd bij artikel 6 van het voorontwerp, niet meer verwijst naar het begrip "deficiëntie"[2] als een factor die aanleiding geeft tot de tegemoetkoming van het Garantiefonds, maar bepaalt dat die tegemoetkoming, behalve in de gevallen waarin het faillissement wordt uitgesproken, plaatsvindt indien wordt vastgesteld "dat een kredietinstelling naar Belgisch recht, om redenen die rechtstreeks verband houden met haar financiële positie, (…) niet in staat blijkt te zijn de deposito's terug te betalen en daartoe ook op afzienbare termijn niet in staat lijkt te zijn".

[2] De commentaar bij het ontworpen artikel 6 luidt als volgt: "In het licht van de terminologie die gebruikt wordt in de Richtlijn ('niet-beschikbare deposito's') is het aangewezen om niet langer de woorden "in gebreke blijven" te hanteren in de context van het depositogarantiestelsel. Bovendien kan dit verwarring doen ontstaan met de terminologie die gebruikt wordt in het kader van de afwikkeling van kredietinstellingen en in het bijzonder artikel 244, § 2 van de Bankwet".

‡LW-CIBQMBHEG-FIGIFMW‡

Het verdient bijgevolg aanbeveling om een onderscheid te maken, in twee aparte leden, tussen de instellingen bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, zonder te verwijzen naar het begrip "deficiëntie", en de instellingen bedoeld in artikel 4, § 1, 2° en 4°, en daarbij voor die instellingen een maximumbedrag voor de tegemoetkomingen van het Garantiefonds te bepalen, zonder te verwijzen naar artikel 382 van de wet van 25 april 2014.

3. Bovendien heeft het ontworpen artikel 6, § 1, tot gevolg dat de indexeringsregel waarvan sprake is in het huidige artikel 6, § 1, tweede lid wordt afgeschaft. Volgens de commentaar bij dat artikel werd "[d]e mogelijkheid om dit bedrag door een koninklijk besluit aan te passen aan de Europese inflatie (…) van dit koninklijk besluit naar de Bankwet verschoven". Die "verschuiving" heeft evenwel tot gevolg dat de indexering van het maximumbedrag van 100.000 euro niet langer van toepassing zal zijn op de tegemoetkomingen van het fonds in geval van deficiëntie van de ondernemingen en vennootschappen die geen kredietinstellingen zijn. De steller van het voorontwerp dient na te gaan of zulks wel degelijk zijn bedoeling is.

Artikel 24

Er dient te worden gepreciseerd dat artikel 3 van het koninklijk besluit van 14 november 2008 is vervangen bij de wet van 23 december 2009 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 oktober 2011.

Artikel 25

1. Er dient melding te worden gemaakt van de wijzigingen die vroeger zijn aangebracht in de bepalingen die bij dit artikel andermaal worden gewijzigd.

2. In onderdeel 4° is het niet juist om, aan het einde van het eerste lid van de ontworpen bepaling onder 1°*ter*, te schrijven "van dit besluit", aangezien het niet kan gaan om het koninklijk besluit van14 november 2008 waarin die bepaling moet worden ingevoegd. Het zou overigens beter zijn in de wet zelf de datum te bepalen waarnaar de tekst van die wet verwijst, in plaats te verwijzen naar de inwerkingtreding van welk besluit, dan ook.

3. In onderdeel 5° moet in de afwijking waarin de ontworpen bepaling onder 1°*quater* voorziet, melding worden gemaakt van het tweede lid – in plaats van het derde lid – van de bepaling onder 1°*ter*.

Artikel 26

Er moet worden gepreciseerd dat artikel 8/1 van het koninklijk besluit van 14 november 2008 is ingevoegd bij de wet van 23 december 2009 en vervolgens gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 oktober 2011.

‡LW-CIBQMBHEG-FIGIFMW‡

Artikelen 27 et 28

Er dient melding te worden gemaakt van de wijzigingen die vroeger zijn aangebracht in de bepalingen die bij deze artikelen andermaal worden gewijzigd.

Artikel 31

Naast het feit dat melding dient te worden gemaakt van de wijzigingen die vroeger zijn aangebracht in artikel 45, § 1, 3°, van de wet van 2 augustus 2002 'betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten', dient de ontworpen toevoeging te worden gesteld als volgt:

"j. de naleving van artikel 383 van de wet van 25 april 2014".

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE Pierre VANDERNOOT

‡LW-CIBQMBHEG-FIGIFMW‡